

Septembre 2011

Baromètre bancaire 2011

L'évolution conjoncturelle des banques en Suisse

Baromètre bancaire 2011

L'évolution conjoncturelle des banques en Suisse

Sommaire

Executive Summary	3
1 Evolution économique globale	5
1.1 Economie internationale	5
1.2 Evolutions en Suisse	6
1.3 Focus: les <i>addicted banks</i>	7
2 Marchés financiers	12
2.1 Taux d'intérêt et taux de change	12
2.2 Marchés d'actions	14
3 Résultat des banques	15
3.1 Résultat et bénéfice net en 2010	15
3.2 Evolution en 2011	17
4 Opérations au bilan	18
4.1 Evolution des bilans	18
4.2 Opérations de crédit en Suisse	20
5 Gestion de fortune	23
5.1 Avoirs sous gestion en Suisse	23
5.2 Evolution des avoirs sous gestion en 2011	25
6 Emploi dans les banques en Suisse	26
6.1 Evolution de l'emploi en 2010	26
6.2 Enquête sur l'emploi dans les banques suisses en 2011	28
Bibliographie	30

Executive Summary

Pour les banques en Suisse, le contexte économique a été marqué en 2010 par un développement économique favorable et le niveau toujours très bas des taux d'intérêt. Le volume hypothécaire national s'est inscrit en hausse de 4,6%, et le total des bilans de toutes les banques en Suisse en hausse de 1,7%. Le résultat a progressé de 13,4% à CHF 61,5 milliards, porté par le résultat des opérations sur les différentiels d'intérêts ainsi que par les opérations de négoce des grandes banques. Après un recul de l'emploi en 2009, les banques ont renforcé leurs effectifs en 2010 et emploient désormais quelque 108 000 collaborateurs. L'enquête de l'Association suisse des banquiers (ASB) indique une légère reprise de l'emploi dans les banques en Suisse (0,4%) au premier semestre 2011, mais on table sur une stagnation au second semestre. Pour l'année en cours et plus encore pour 2012, les perspectives conjoncturelles s'assombrissent du fait des inquiétudes croissantes suscitées par la crise de la dette dans la zone euro et aux Etats-Unis, mais aussi de l'appréciation du franc suisse en résultant.

Résultat en hausse, ...	En 2010, le résultat agrégé ¹ des banques en Suisse a progressé de 13,4% à CHF 61,5 milliards, ce qui s'explique en particulier par l'évolution globalement positive du résultat des opérations sur les différentiels d'intérêts ainsi que des opérations de négoce des grandes banques. Le résultat agrégé des opérations de négoce a triplé en 2010, alors que le résultat des opérations de commissions et prestations de services reculait de 3,5%. Les domaines d'activité ont connu des évolutions parfois très contrastées selon les groupes de banques. Ainsi, par rapport à 2009, le résultat des opérations de négoce ne s'est inscrit en hausse que dans les grandes banques, et celui des opérations de commissions et prestations de services n'a progressé que dans les banques à vocation nationale.
... total des bilans globalement en hausse...	Pour la première fois depuis le début de la crise financière, le total des bilans des banques en Suisse s'est réorienté à la hausse, progressant globalement de 1,7% à CHF 2714,5 milliards. L'évolution des actifs a été fortement influencée par la progression des prêts hypothécaires, qui ont enregistré une augmentation de 4,6%. La stabilisation du marché interbancaire en 2010 s'est traduite par une croissance modérée des créances (+0,2%, 2009: -28,2%) et des engagements (-1,6%, 2009: -31,9%) sur les banques. Le nombre d'établissements a diminué de cinq pour s'établir à 320, en raison notamment d'opérations de rachat.
... et volume de crédit national en hausse en 2010	En 2010, l'évolution conjoncturelle favorable s'est aussi répercutée sur les opérations de crédit des banques à l'échelon national. Les limites de crédit octroyées ont progressé de 2,9%, les crédits utilisés se sont inscrits en hausse de 2,1% à CHF 898 milliards. Cela résulte principalement de l'augmentation des prêts hypothécaires qui s'est établie à 4,6%. Les ménages sont restés les principaux emprunteurs (quote-part: 66,7%) et, pour la première fois en 2010, les banques cantonales ont été les principaux prêteurs avec 32,7% du volume de crédit national.

¹ Le résultat est égal aux produits, déduction faite des charges, issus des quatre domaines d'activité des banques (opérations d'intérêts, opérations de commissions et prestations de services, opérations de négoce et autres produits ordinaires). Lorsqu'on déduit du résultat les charges de personnel et autres charges d'exploitation, on obtient le bénéfice brut. En langage comptable, le terme «résultat» s'emploie indifféremment pour les résultats positifs (bénéfice) et négatifs (perte).

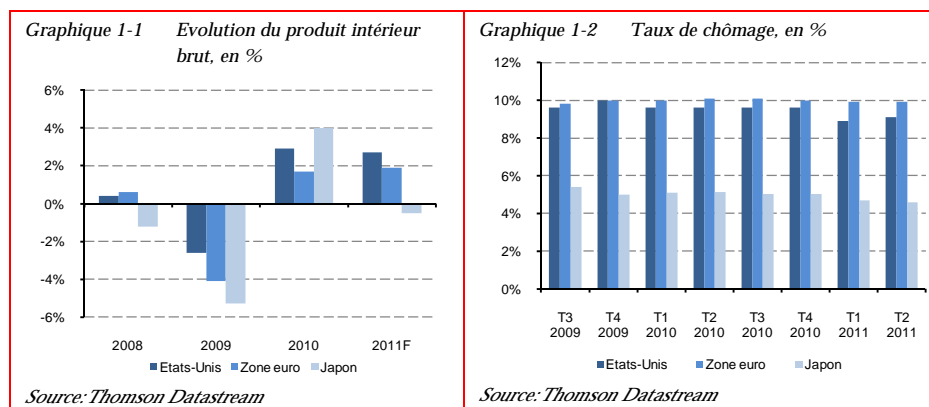
Léger recul des dépôts de titres en 2010 et arbitrages en raison des taux d'intérêt	Les dépôts de titres se sont inscrits en recul de 1,2% à CHF 4453 milliards en 2010. La hausse des cours de bourse n'est parvenue à compenser que partiellement une évaluation monétaire en baisse. Comme en 2009, en raison des taux d'intérêt, on a observé quelques arbitrages dans les dépôts fiduciaires des banques et les positions du bilan. Au total, les avoirs sous gestion dans des banques en Suisse s'établissaient fin 2010 à CHF 5473 milliards.
Légère progression des dépôts de titres en 2011	Sur les cinq premiers mois de l'année 2011, les dépôts de titres ont progressé de 0,4%. Les arbitrages suscités par les taux d'intérêt se sont poursuivis en 2011 également. Les clients étrangers étant en quête de solutions de diversification en dehors de leur pays de domicile, il faut s'attendre à une légère hausse de leurs dépôts.
Effectifs en hausse en 2010...	La crise financière avait pesé sur les effectifs en 2009, mais les banques ont renoué avec l'embauche en 2010 (+0,4%) et elles emploient désormais en Suisse quelque 108 000 collaborateurs. Cette légère progression est le résultat de l'évolution dans quasiment tous les groupes de banques. Les grandes banques, avec 36,9% du personnel bancaire, sont restées les principaux employeurs du secteur en Suisse. Le nombre de femmes employées dans des banques a progressé de 1,9%, tandis que le nombre d'hommes reculait de 0,4%. Les femmes représentent ainsi 37,2% du personnel bancaire en Suisse.
... et au premier semestre 2011	Selon l'enquête de l'ASB sur l'emploi, les effectifs des banques en Suisse se sont inscrits en hausse de 0,4% (soit 410 postes en équivalents temps plein) au premier semestre 2011 par rapport au début de l'année. Pour le second semestre 2011, les banques tablent globalement sur une stagnation des effectifs, avec des évolutions contrastées selon les domaines d'activité. Les récentes turbulences sur les marchés financiers, parfois d'une ampleur inattendue, rendent cependant toute prévision risquée; elles pourraient en outre peser sur les décisions des banques en matière d'emploi telles qu'elles ont été annoncées en juillet 2011.
Inquiétudes croissantes pour 2011	Les deux premiers trimestres de l'année 2011, marqués par la faiblesse des marchés d'actions et des recettes sur titres, trahissent des doutes quant à la pérennité de la reprise mondiale. L'accentuation de la crise de la dette souveraine, ainsi que les inquiétudes accrues sur les marchés financiers, pourraient créer une situation difficile pour les banques en Suisse vraisemblablement jusqu'à la fin de l'année.

1 Evolution économique globale

En 2010, l'économie mondiale s'est redressée après la récession de 2009, affichant un taux de croissance de 5,1%. On prévoit pour 2011 une croissance de 4,3%, tirée principalement par les pays émergents asiatiques. L'économie chinoise devrait connaître en 2011 une croissance de 9%. Le Japon a replongé dans la récession suite à une catastrophe naturelle. Aux Etats-Unis et dans la zone euro, il faut s'attendre à ce que les problèmes d'endettement pèsent sur la croissance économique, sans compter que les perspectives restent moroses sur les marchés américains de l'emploi et de l'immobilier.

1.1 Economie internationale

Phase de reprise depuis le milieu de l'année 2009 après une forte chute	Après une récession en 2009, l'économie internationale s'est ressaisie en 2010 et a enregistré, selon le Fonds monétaire international (FMI), une croissance de 5,1%. Celle-ci a eu pour principaux moteurs les pays en développement et pays émergents, qui ont progressé de 7,4%. Les anticipations pour 2011 font état d'une croissance mondiale en léger recul, de l'ordre de 4,3%. L'économie mondiale a connu un léger ralentissement au deuxième trimestre 2011 par rapport au premier. De plus, en raison des turbulences sur les marchés financiers, les pronostics se révèlent plus risqués qu'auparavant.
Léger ralentissement aux Etats-Unis	S'agissant des Etats-Unis, on table pour cette année sur une croissance économique en léger recul, à 2,3%, par rapport à 2010. Ce sont principalement le taux de chômage relativement élevé et le marché immobilier toujours fragile qui pèsent sur l'évolution conjoncturelle outre-Atlantique. Le problème de la dette, de plus en plus aigu, et la situation politique à l'approche des élections l'année prochaine constituent entre autres des facteurs supplémentaires d'incertitude.
Evolution contrastée dans la zone euro...	Les prévisions de croissance pour la zone euro se situent à 1,9%, mais on continue d'observer une évolution économique contrastée selon les pays. L'économie allemande, par exemple, devrait enregistrer une croissance de 3,3% en 2011, tandis que le Portugal et la Grèce risquent de s'inscrire en recul de respectivement 2,2% et 4,5%.
... et parmi les économies émergentes d'Asie	En Asie, le Japon a replongé dans la récession dès le premier trimestre 2011 en raison d'une catastrophe naturelle. Sur l'ensemble de l'année, il devrait enregistrer globalement une croissance économique négative de l'ordre de -0,6%. Un certain nombre de pays émergents d'Asie, comme la Chine, sont les moteurs de l'évolution économique mondiale. La croissance de la Chine en 2011 devrait s'établir à 9%, après avoir été de 9,5% au deuxième trimestre 2011. La hausse des cours des matières premières constitue toutefois un risque. En juillet 2011, on a observé en Chine le taux d'inflation le plus élevé depuis trois ans, à 6,5%.



Reprise du commerce international Après un recul de 10,8% en 2009, le commerce international a repris des couleurs et s'est inscrit en hausse de 12,4% en 2010. En 2011, selon le FMI, il devrait connaître une croissance légèrement ralentie, de l'ordre de 8,2%.

Risques persistants liés au problème de la dette dans la zone euro et aux Etats-Unis Aucune solution durable n'a encore été trouvée pour résoudre le problème de la dette dans la zone euro. La Commission européenne table pour 2011 sur un taux d'endettement moyen de l'ordre de 87,7% dans la zone euro. En haut de la liste, on trouve la Grèce, l'Italie et l'Irlande, dont les dettes souveraines représentent respectivement 157,7%, 120,3% et 112% du produit intérieur brut (PIB). Les déficits budgétaires en partie structurels de certains pays de la zone euro et des Etats-Unis constitueront donc un risque pour l'évolution économique mondiale au cours des années à venir.

1.2 Evolutions en Suisse

Reprise après la forte contraction économique de 2009 Après avoir connu en 2009 sa plus forte contraction depuis 1975, l'économie suisse a évolué très favorablement en 2010, puisque la croissance réelle du PIB s'est établie à 2,6%. Les principaux facteurs de croissance ont été les investissements bruts mais aussi la consommation des ménages, qui joue ce rôle depuis toujours: en 2010, elle a progressé de 1,7%, contre 1,4% en 2009.

La solidité du franc, un frein pour l'économie En 2010, le franc fort n'a pas eu d'impact majeur sur la conjoncture suisse. Depuis début 2010, il s'est apprécié de plus de 24% par rapport à l'euro et le dollar. Mais cette appréciation persistante de la monnaie nationale fait craindre un ralentissement économique en 2011, et plus encore en 2012. Aussi, en juin 2011, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a abaissé ses prévisions pour 2012 de 1,9% à 1,5%.

Les exportations, facteur de croissance en 2010 Après une forte chute en 2009, les exportations de biens et services ont enregistré une nette reprise en 2010, affichant des progressions de respectivement 10,6% et 7,5%. A la fin juin 2011, rien n'indiquait encore que le franc fort pesait lourdement sur les activités exportatrices. Pour l'avenir toutefois, des répercussions négatives devraient se faire sentir, dans la mesure où la solidité de la monnaie nationale compromet la compétitivité internationale de l'économie suisse.

Nouvelle embellie sur le marché de l'emploi La situation sur le marché de l'emploi a continué de s'améliorer. Le taux de chômage à fin mai 2011 s'inscrivait ainsi en baisse à 3%, après avoir été de 3,9% en moyenne en 2010. Pour 2011 et 2012, le SECO table sur un taux de

chômage moyen de respectivement 3,1% et 3,3%.

Les finances publiques au beau fixe En comparaison avec la plupart des pays européens et avec les Etats-Unis, les finances publiques de la Suisse affichent une belle santé. En 2010, le taux d'endettement s'est ainsi établi à 38,3%, soit bien en deçà de la moyenne européenne de 84,3%. De plus, il a baissé en Suisse sur les dix dernières années, alors qu'il a progressé dans la zone euro. Cette «exception suisse» résulte au premier chef du dispositif de frein à l'endettement. En dépit de la crise financière, la Confédération a enregistré un excédent de CHF 2,7 milliards en 2009, et même de CHF 3,6 milliards en 2010.

1.3 Focus: les *addicted banks*

Même si plus de trois ans se sont écoulés depuis le début de la crise financière, les banques européennes en ressentent toujours les effets. C'est ainsi que quelques établissements continuent de dépendre de la Banque centrale européenne (BCE) pour leur financement car ils n'ont pas accès au marché interbancaire à des conditions raisonnables. Une faillite de la Grèce ne ferait qu'envenimer cette situation et compromettrait gravement la stabilité du système. Par rapport à ces banques dites *addicted banks*, les établissements suisses ont tiré leur épingle du jeu.

Injection massive de liquidité par les banques centrales Outre les instruments conventionnels (abaissement du taux de refinancement de 325 points de base pour le ramener à son plancher historique de 1%), la BCE a pris dès l'automne 2008 des mesures non conventionnelles visant à prévenir un effondrement du système bancaire de la zone euro. En font partie notamment les cinq mesures exceptionnelles temporaires suivantes:

- fourniture de liquidité en quantité illimitée pour toutes les opérations de refinancement,
- allongement de la durée maximum des opérations de refinancement, portée à un an,
- extension de la liste des actifs admis en garantie,
- fourniture de liquidité en devises étrangères contre des garanties,
- achats fermes d'obligations sécurisées à hauteur d'EUR 60 milliards.

Grâce à l'extension de la liste des actifs admis en garantie aux instruments non négociables, comme par exemple des obligations d'Etat classées en dessous du «investment grade» ou des créances, ce sont des papiers-valeurs supplémentaires d'un montant d'EUR 400 milliards qui ont été déclarés admissibles au refinancement auprès de la banque centrale pour garantir des opérations de crédit. Début août 2011, la BCE a décidé en outre de reprendre les achats fermes d'obligations émises par des Etats menacés, mais aussi de réintroduire des appels d'offres intégralement servis pour des échéances allant jusqu'à six mois. Il s'agissait ainsi de fournir de la liquidité supplémentaire au secteur bancaire européen.

En 2010, selon le rapport annuel de la BCE, la valeur des instruments financiers négociables et non négociables remis par les contreparties en garantie des concours de l'Eurosystème s'est établie à EUR 2010 milliards. Cela correspond approximativement au niveau de 2009, alors que les demandes de liquidité se sont inscrites en recul à EUR 546,7 milliards (2009: EUR 749,9 milliards). Les actifs non négociables remis en garantie ont toutefois augmenté en 2010 par rapport à

2009, ce qui a notamment accru les risques de bilan de la BCE. Le volume des garanties remises témoigne de l'inquiétude toujours palpable des banques européennes.

Mesures de soutien étatiques pendant la crise financière

Pendant la crise financière, de nombreux Etats européens ont pris des mesures nationales, afin de soutenir les banques en péril au moyen de garanties ou de recapitalisations ou de racheter des actifs illiquides. Les mesures de soutien² adoptées en Europe ont oscillé entre 20% environ du PIB en Allemagne et 283% en Irlande. A titre de comparaison, les mesures destinées à renforcer le système financier suisse, arrêtées par le Conseil fédéral en octobre 2008, ont représenté moins de 10% du PIB (recapitalisation par la Confédération et rachat d'actifs illiquides par la Banque nationale suisse (BNS)). Dès 2009, un terme définitif a pu y être mis. Sur son investissement initial de CHF 6 milliards, la Suisse a pu dégager un gain de CHF 1,2 milliard.

Tout comme la BCE, la BNS a pris des mesures non conventionnelles: multiplication des opérations repo à long terme, rachats d'obligations en francs de débiteurs privés, constitution d'importantes réserves de devises. Dans le cadre du train de mesures en faveur d'UBS, le StabFund de la BNS a bénéficié de prêts de cette dernière. Ce fonds a racheté des actifs toxiques à hauteur d'USD 38,7 milliards. A fin juillet 2011, l'encours de crédit avait été ramené à CHF 8 milliards. Jusqu'ici, la gestion et la cession des actifs s'est déroulée dans les meilleures conditions. A fin juillet 2011, la BNS a pu consolider des bénéfices de plus d'USD 2,3 milliards issus de son StabFund.

La réduction du soutien aux banques plus ou moins avancée

En Allemagne par exemple, à fin juin 2011, les banques disposaient encore de fonds propres à hauteur d'EUR 17,7 milliards et de garanties à hauteur d'EUR 32,2 milliards émanant du fonds de stabilisation SoFFin. Par rapport au plus haut d'octobre 2010, où les encours s'élevaient à EUR 64 milliards pour les fonds propres et EUR 174 milliards pour les garanties, cela correspond toutefois à une réduction considérable du soutien financier de l'Etat.

En Irlande, la «National Asset Management Agency» (NAMA), conçue comme une «bad bank», a racheté des crédits immobiliers problématiques octroyés par des banques irlandaises. A fin 2010, la valeur nominale de ces crédits dépassait encore EUR 71 milliards. La réduction du soutien aux banques irlandaises, qui demeurent fortement dépendantes des conditions spéciales de la BCE, avance relativement plus lentement. Les crédits de l'Eurosystème aux établissements bancaires irlandais s'élevaient encore à EUR 102,3 milliards à fin mai 2011. Certes, par rapport au plus haut de novembre 2010, cela correspond à une réduction de plus d'EUR 35 milliards, mais l'encours représente toujours plus du double de la moyenne des huit dernières années. La liquidité fournie au titre de l'aide d'urgence («Emergency Liquidity Assistance») s'élève à environ EUR 55 milliards, ce qui équivaut même à cinq fois la moyenne.

Les banques suisses ont trouvé la voie de sortie

On notera que les banques suisses ont été en mesure de renforcer par elles-mêmes, et de manière significative, leur base de fonds propres. Depuis début 2010, en raison de l'excédent dont elles disposent, elles ne demandent quasi-

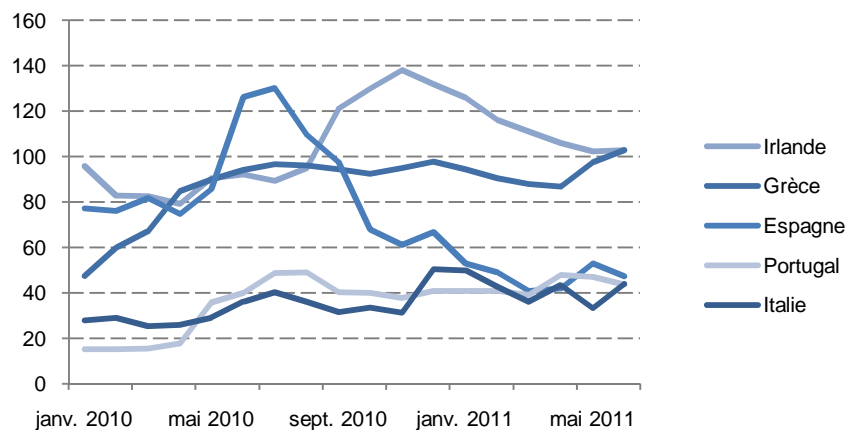
² Garanties au titre d'engagements de crédit, de recapitalisations, d'échanges et rachats d'actifs, ainsi que de mesures de soutien financières des banques centrales.

ment plus de liquidité à la BNS. Celle-ci a revendu ses obligations en francs fin 2010. En outre, le nouveau régime applicable aux deux grandes banques suisses en matière de liquidité est entré en vigueur à la fin du mois de juin 2010. La BNS n'a pas renouvelé divers instruments non conventionnels d'approvisionnement en liquidité qui arrivaient à échéance, et elle a réduit le volume potentiel des titres admissibles aux opérations repo.³ On peut donc considérer que la Suisse est sortie du système de soutien.

Au sein de l'Union monétaire européenne par contre, de nombreuses banques qui s'étaient trouvées en grande difficulté pendant la crise financière restent sous perfusion de la BCE, car elles ne sont toujours pas en mesure de se refinancer suffisamment sur le marché monétaire. C'est avant tout le cas des banques des Etats PIIGS, particulièrement vulnérables. Ainsi, les concours de la BCE aux banques grecques ont atteint en juin 2011 le niveau record d'EUR 103 milliards (cf. graphique 1-3): par rapport au milieu de l'année 2009, ils ont plus que doublé.

Des établissements toujours très dépendants de la BCE

Graphique 1-3 Refinancement des banques des PIIGS par la BCE, en milliards d'EUR



Remarque: On entend par «PIIGS» le Portugal, l'Irlande, l'Italie, la Grèce et l'Espagne. Toutes les banques européennes se refinancent auprès de la BCE. Toutefois, le volume de refinancement est extrêmement élevé par rapport à ce qu'il était.

Sources: Central Bank of Ireland, Bank of Greece, Banco de España, Banco de Portugal, Banca d'Italia.

Exposition aux risques de solvabilité d'Etats débiteurs

La crise de la dette dans la zone euro et aux Etats-Unis constitue un risque actuellement non négligeable pour la stabilité du système bancaire mondial. Selon l'Autorité bancaire européenne (ABE), les établissements grecs par exemple détenaient à fin 2010 67% de la dette souveraine de la Grèce (prêts et crédits), soit EUR 54,5 milliards. La quote-part des établissements espagnols est plus élevée encore à près de 81%, soit EUR 231,7 milliards. Les premiers affichent des fonds propres de base (tier 1) d'EUR 22,8 milliards, les seconds d'EUR 139,9 milliards. Dès lors, une éventuelle faillite de la Grèce ou de l'Espagne compromettrait l'existence même de leurs banques respectives. Quant aux

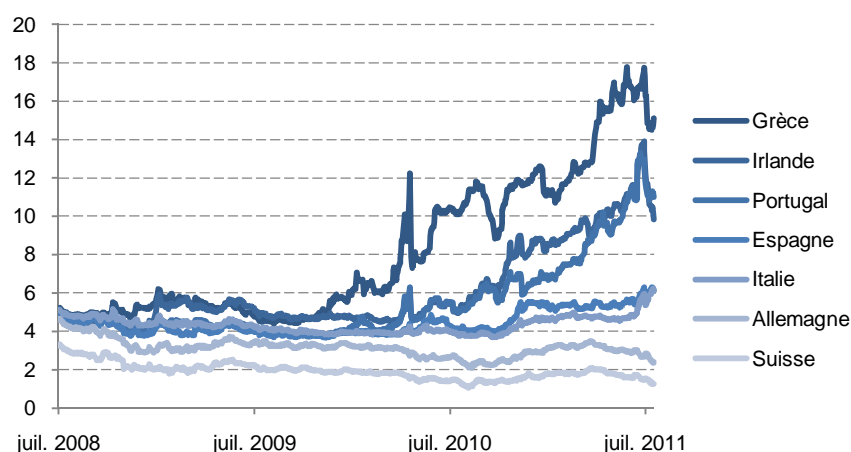
³ Afin de lutter contre l'appréciation du franc, la BNS a augmenté la liquidité sur le marché monétaire de CHF 30 milliards à 200 milliards en trois étapes. Ces opérations ne sont cependant pas liées à d'éventuelles difficultés de refinancement de la part des banques.

autres banques européennes, elles ne sont pas à l'abri des conséquences négatives que pourraient générer les problèmes de solvabilité des Etats périphériques de la zone euro. Ainsi, les banques françaises et allemandes détiennent respectivement EUR 10,1 milliards et EUR 7,9 milliards de créances envers la Grèce (état: fin 2010), soit les montants les plus élevés.⁴ Selon une étude récemment publiée de la Banque des règlements internationaux (BRI)⁵, les banques suisses détiennent certes des positions en obligations d'Etat très élevées par rapport à leurs fonds propres de base (> 200%). Mais en comparaison avec l'Allemagne, la France ou la Belgique notamment, la part des obligations émises par les PIIGS est extrêmement réduite (entre 2% et 4%).

Le graphique 1-4 montre combien l'accès au marché des capitaux est difficile pour certains Etats. Après le sommet européen de Bruxelles sur la crise de la dette, tenu fin juillet 2011, les conditions d'émission d'emprunts se sont améliorées. Néanmoins, un financement sans fonds de sauvetage apparaît pour l'heure impossible, notamment en ce qui concerne la Grèce.

Depuis le milieu de l'année 2010, hausse des coûts de refinancement pour les Etats

Graphique 1-4 Rendement des emprunts d'Etat à 10 ans, en %



Source: Thomson Datastream

En raison de la forte exposition et des interdépendances à l'échelon international, la faillite d'un Etat membre de la zone euro menacerait directement l'ensemble du système financier européen. S'y ajoute l'accroissement considérable des positions à risques envers d'autres pays confrontés à des problèmes d'endettement.

Les risques qui pèsent sur le système financier se reflètent dans les hauts spreads sur CDS des banques. Le graphique ci-dessous illustre leur niveau très élevé pour un certain nombre de banques dans les pays européens en crise par rapport aux grandes banques suisses. Pour une garantie sur l'établissement nationalisé Allied Irish Bank, il fallait par exemple verser fin juillet 2011 une prime de 1365

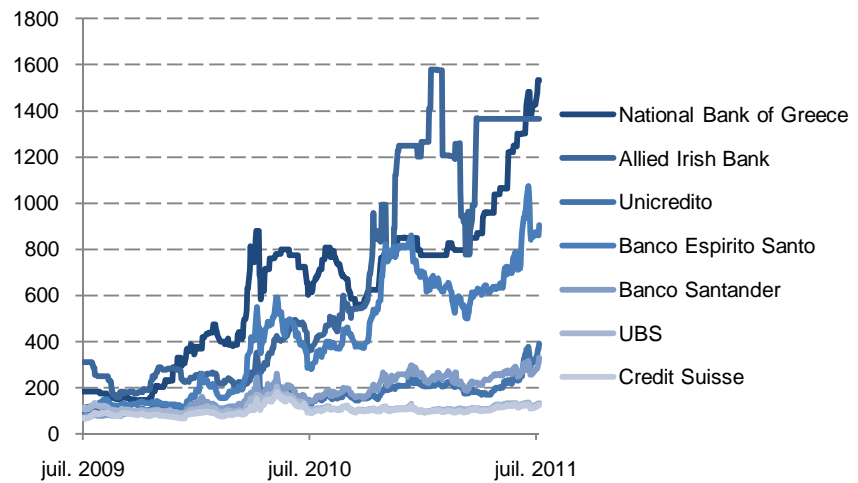
⁴ Ces chiffres reposent sur le test de stress de l'ABE et n'intègrent que les créances sur l'Etat concerné. Ils se distinguent en cela des statistiques de la Banque des règlements internationaux (BRI), qui portent sur tous les secteurs (Etat, entreprises et particuliers) du pays concerné.

⁵ Committee on the Global Financing System, «The impact of sovereign credit risk on bank funding conditions», juillet 2011.

points de base; cette prime était même de 1426 points de base pour la National Bank of Greece.

Fort creusement des spreads sur CDS pour les banques de pays à risques

Graphique 1-5 Spreads sur CDS par établissement (durée 5 ans), en points de base



Source: Thomson Datastream

Les risques directs liés à la crise de la dette dans la zone euro sont bien plus importants pour les établissements européens que pour les banques suisses. Toutefois, ces dernières ne pourraient échapper à des répercussions en cas de nouvelle crise systémique dans le genre de l'affaire Lehman Brothers, tant le système financier est interdépendant.

2 Marchés financiers

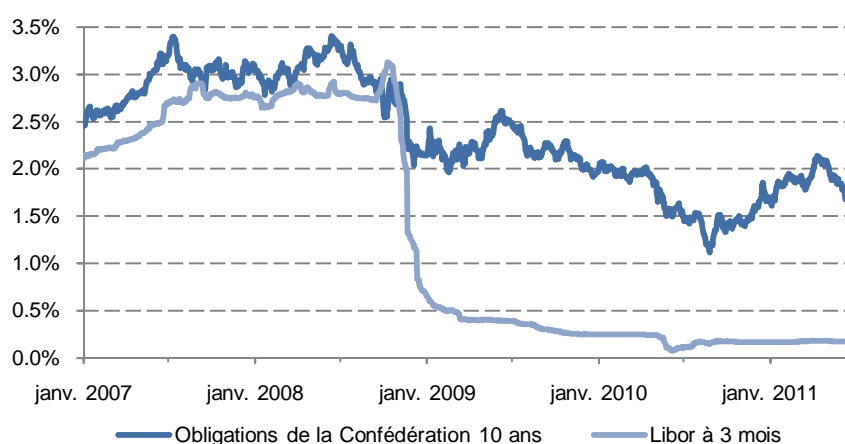
Sur les marchés financiers suisses, 2010 a été marquée par un niveau très faible des taux d'intérêt, ainsi que par une nouvelle baisse de rendement pour les obligations de la Confédération. Le LIBOR CHF à trois mois et le rendement des obligations de la Confédération à dix ans ont atteint les plus bas niveaux historiques. Par ailleurs, malgré des interventions de la BNS sur le marché des devises, l'appréciation du franc suisse s'est poursuivie durant l'année. En raison notamment de l'effet de «valeur refuge», la valeur externe de la monnaie nationale a enregistré une hausse de 7,5% en chiffres réels et pondérés des exportations. Les marchés d'actions de la Suisse, comme ceux des places européennes, se sont inscrits en baisse, alors que les valeurs boursières asiatiques affichaient toujours une grande vigueur. Jusqu'à présent, 2011 a été marquée par des inquiétudes croissantes quant aux perspectives économiques mondiales, ce qui se traduira en Suisse par des taux d'intérêt toujours bas, un franc encore affermi et des risques conjoncturels accrus.

2.1 Taux d'intérêt et taux de change

Faiblesse persistante des taux d'intérêt, niveau historique le plus bas pour le rendement des obligations de la Confédération

Les taux d'intérêt sont restés très bas en Suisse en 2010. L'objectif de fluctuation de la BNS pour le LIBOR CHF à trois mois était depuis mars 2009 de 0% à 0,75%: le taux du marché a stagné dans le bas de cette fourchette tout au long de l'année (plancher le 7 juin 2010 à 0,077%). Cette situation résulte pour une bonne part de la politique monétaire résolument expansionniste de la BNS, destinée à soutenir la fragile reprise et à contrecarrer des tendances déflationnistes. La fuite vers le franc suisse et vers d'autres placements sûrs, qui s'est accentuée en 2010, a aussi eu pour effet une nouvelle baisse de rendement pour les obligations de la Confédération. Le rendement de celles à dix ans a ainsi perdu près d'un tiers de point de pourcentage en cours d'année pour atteindre le niveau historique le plus bas en août 2010, à 1,114%.

Graphique 2-1 Rendements des obligations de la Confédération et du LIBOR à 3 mois, en %



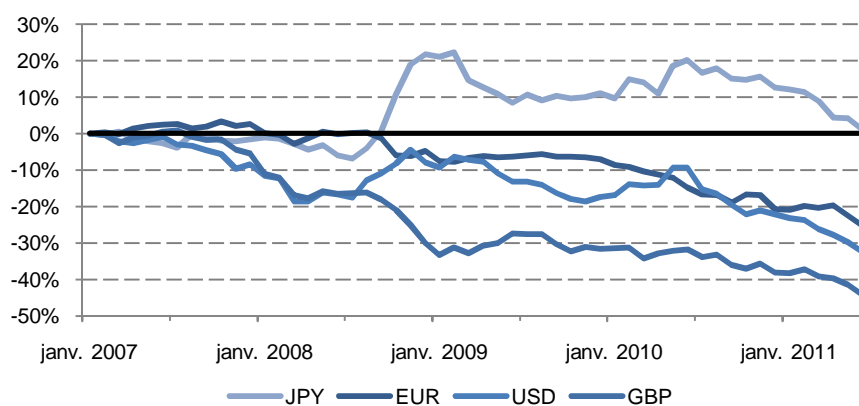
Source: BNS

Crise de la dette et effet de «valeur refuge»

Le franc suisse a poursuivi sur la lancée observée depuis le début de la crise financière et s'est apprécié par rapport à quasiment toutes les monnaies des partenaires commerciaux importants de la Suisse (exception: le yen japonais). Par

rapport aux quarante plus importants d'entre eux, il a enregistré une hausse de 7,5% en chiffres réels et pondérés des exportations – cela malgré les interventions monétaires opérées par la BNS au premier semestre 2010 notamment, qui ont doublé ses réserves monétaires sur l'année (et quadruplé par rapport à début 2009) pour les porter à plus de CHF 200 milliards. La monnaie nationale a été de plus en plus demandée par les investisseurs, d'une part, en raison du prompt redressement conjoncturel de la Suisse et d'autre part, parce que le problème de la dette publique exerçait une pression croissante sur d'autres monnaies. Le franc suisse fait office de monnaie refuge et s'est apprécié rapidement du fait de l'aversion au risque accrue à l'échelon mondial et de son volume relativement réduit.

Graphique 2-2 Evolutions nominales des taux de change depuis janvier 2007, en %



Source: BNS

2011: persistance des taux d'intérêt bas et du franc fort

Le premier semestre 2011 a été marqué par une crise de la dette encore plus prégnante qu'auparavant dans la zone euro, et dont les premiers symptômes se sont manifestés aux Etats-Unis. La Suisse se distingue toujours par sa stabilité politique et financière, ce qui a porté le franc suisse à des niveaux record par rapport à l'euro et au dollar américain en 2011. En outre, les taux d'intérêt resteront bas, voire baisseront encore, dans la mesure où la politique monétaire s'efforce de ne pas pousser le franc davantage à la hausse et de contrecarrer des tendances déflationnistes. Pour le second semestre 2011, on anticipe des résultats en baisse parfois forte dans les secteurs exportateurs (dont les banques font partie) et dans le tourisme. L'économie suisse étant très axée sur les exportations, il pourrait en résulter un risque conjoncturel.

Mesures de la BNS et du Conseil fédéral contre la vigueur du franc

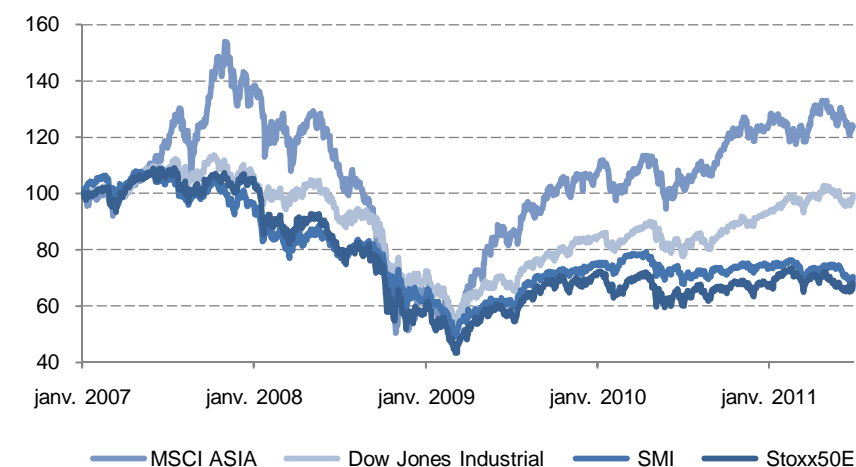
En août 2011, la BNS a pris des mesures contre l'appréciation du franc. Elle a ainsi augmenté massivement la liquidité sur le marché monétaire de CHF 30 milliards à 200 milliards en trois étapes. Elle a par ailleurs introduit des opérations de swap sur devises pour la première fois depuis l'automne 2008. Ces mesures ont pour objet d'accentuer la politique monétaire déjà très expansionniste et de lutter contre la surévaluation du franc suisse. Le Conseil fédéral a par ailleurs annoncé le 17 août 2011 qu'il allait soutenir l'économie suisse à hauteur de CHF 2 milliards. Ces mesures seront financées au moyen de l'excédent que la Confédération devrait enregistrer en 2011.

2.2 Marchés d'actions

Forte croissance en Asie, marchés d'actions tendus en Europe

Après une solide reprise des marchés d'actions en 2009, 2010 a été une année plutôt mitigée. La reprise s'est certes poursuivie au premier trimestre 2010, mais les bourses ont par moment replongé au deuxième trimestre (en particulier en Europe). Le troisième et le quatrième trimestre ont été marqués par des marchés d'actions en stagnation ou en légère hausse en Europe et en Suisse, ainsi que par des taux de croissance élevés en Asie et aux Etats-Unis. Sur l'ensemble de l'année, en raison notamment d'afflux massifs de capitaux, les marchés d'actions asiatiques ont continué d'afficher une croissance relativement forte (MSCI ASIA: +16,8%). Les valeurs boursières suisses, européennes et américaines n'ont toutefois pas pu maintenir leur orientation très positive de 2009 (2010: Swiss Market Index (SMI) -1,7%, Stoxx -5,8%, Dow Jones +11%), pour deux raisons notamment: l'émergence de doutes quant à une reprise durable de l'économie mondiale et la crise de la dette en Europe. L'aversion croissante au risque et l'inquiétude des investisseurs se sont aussi traduites par une hausse des cours des métaux précieux, lesquels dépendent fortement de la demande (p. ex., en USD/once: or +27,6%, argent +64%).

Graphique 2-3 Evolution de quatre indices boursiers (1^{er} janvier 2007= 100)



Sources: BNS, Datastream

Inquiétude croissante au premier semestre 2011

Au premier semestre 2011 et notamment au deuxième trimestre, avec la baisse des taux de croissance des cours des actions (et parfois leur retour en zone négative), force a été de constater que les doutes quant à la pérennité de la reprise économique se sont installés (baisse accentuée en juin 2011). En conséquence, les cours des métaux précieux, déjà élevés, se sont envolés au premier semestre. L'évolution des marchés d'actions d'ici à la fin de l'année 2011 apparaît donc incertaine et dépendra d'un certain nombre de circonstances déterminantes. Les solutions apportées au problème de la dette, le rétablissement du système financier et la stabilité de la croissance économique en Asie seront autant de facteurs cruciaux pour les résultats des entreprises.

3 Résultat des banques

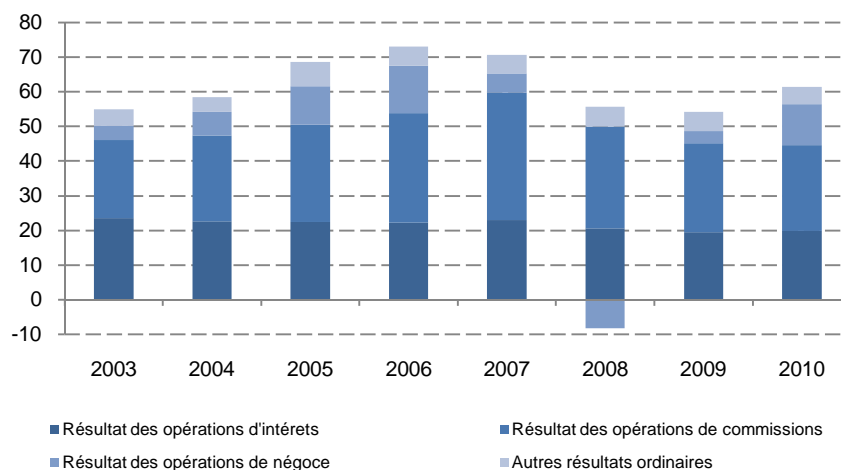
Le résultat agrégé des banques en Suisse a progressé de 13,4% à CHF 61,5 milliards en 2010. Le bénéfice net a quadruplé à CHF 10,6 milliards environ. Cette croissance s'explique principalement par les opérations sur les différentiels d'intérêts ainsi que par les opérations de négoce des grandes banques. Le résultat des opérations de commissions et prestations de services, qui reste la composante majeure du résultat des banques suisses à 40,5%, a reculé de 3,5% en chiffres agrégés. Les domaines d'activité ont connu des évolutions très contrastées selon les groupes de banques. Ainsi, par rapport à 2009, le résultat des opérations de négoce ne s'est inscrit en hausse que dans les grandes banques, et celui des opérations de commissions et prestations de services n'a progressé que dans les banques à vocation nationale. Les banques en Suisse ont versé des impôts sur le bénéfice à hauteur de CHF 1,25 milliard en 2010. En 2011, les résultats souffriront probablement de l'appréciation du franc, de la forte concurrence et de l'activité de négoce relativement réduite des clients des banques en raison des incertitudes accrues.

3.1 Résultat et bénéfice net en 2010

Hausse du résultat des banques

Après un recul marqué en 2008 et une première reprise (+10,8%) en 2009, le résultat agrégé⁶ des banques en Suisse s'est inscrit en hausse de 13,4% à CHF 61,5 milliards en 2010. Cette progression résulte d'une part de la hausse du résultat des opérations d'intérêts (+1,7%), et d'autre part des opérations de négoce des grandes banques. En revanche, on a constaté un tassement du résultat des opérations de commissions et prestations de services.

Graphique 3-1 Evolution du résultat par domaines d'activité, en milliards de CHF



Source: BNS

Nouvelle baisse du résultat des opérations de commissions et prestations de services

Les banques en Suisse ont enregistré en 2010 une nouvelle baisse du résultat des opérations de commissions et prestations de services, qui a reculé de 3,5% à CHF 24,9 milliards. Le résultat de toutes les sous-catégories (opérations sur titres et opérations de placement (-3,4%), opérations de crédit (-3%), autres prestations de services (-2,4%)) s'est inscrit en baisse à coûts quasiment cons-

⁶ Sur la base des données publiées dans les comptes individuels statutaires des banques (maisons mères). Les comptes individuels statutaires intègrent les opérations des sièges situés en Suisse ainsi que des filiales suisses et étrangères juridiquement non indépendantes. Dans les comptes de résultat des grandes banques notamment, les chiffres individuels peuvent différer notablement des chiffres consolidés.

tants. Néanmoins, les banques cantonales, banques Raiffeisen et banques régionales, à vocation nationale, ont affiché des résultats en hausse (+5,1%). Les opérations de commissions et prestations de services sont restées la composante majeure du résultat des banques suisses, à 40,5%.

Première hausse du résultat des opérations d'intérêts depuis 2007

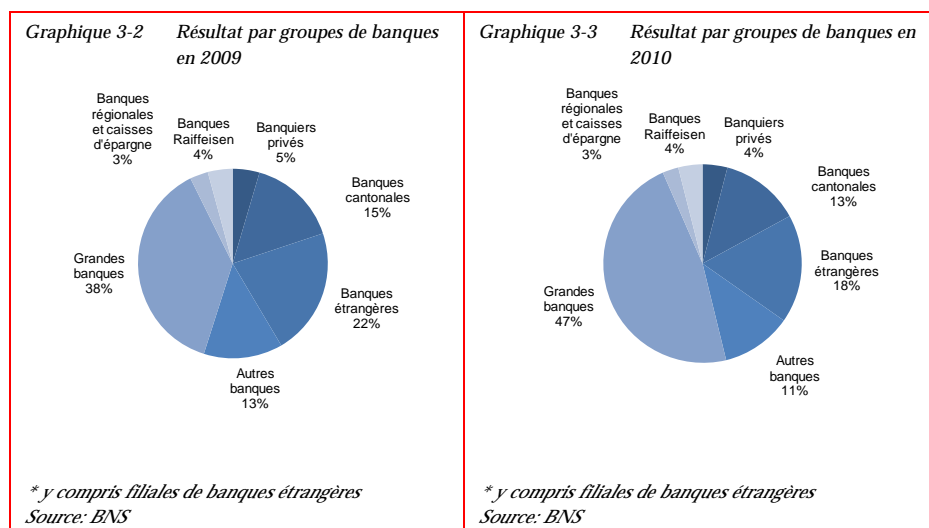
Le résultat des opérations d'intérêts a retrouvé le chemin de la croissance pour la première fois depuis 2007, en hausse de 1,7% à CHF 19,8 milliards. Les produits d'intérêts, de dividendes et d'escomptes ont certes baissé (-14,9%) dans tous les groupes de banques en raison de la faiblesse des taux du marché et des perspectives bénéficiaires mitigées des entreprises, mais les charges d'intérêts ont baissé davantage encore (-23,8%). Avec une part de 32,2%, les opérations d'intérêts restent la deuxième source de revenu la plus importante pour les banques en Suisse.

Triplement du résultat des opérations de négoce

En 2010, l'évolution des opérations de négoce a été très variable selon les groupes de banques. Les grandes banques sont repassées en zone bénéficiaire après une année 2009 déficitaire et ont atteint au total un résultat de CHF 8,3 milliards au titre des opérations de négoce. Tous les autres groupes de banques ont enregistré une nouvelle fois un résultat des opérations de négoce en baisse. Globalement, le résultat des opérations de négoce en Suisse a triplé pour s'établir à CHF 11,8 milliards.

Forte progression de la part des grandes banques dans le résultat global

Grâce à l'inversion de tendance enregistrée au niveau du résultat des opérations de négoce, la part des grandes banques dans le résultat global est passée de 38% à 47% en 2010. Les banques étrangères⁷, les banques cantonales, les banquiers privés et d'autres groupes de banques ont vu leur part dans le résultat global décroître légèrement. Quant aux banques Raiffeisen et aux banques régionales, elles ont maintenu leur position grâce à une évolution stable de leur résultat en 2010.



⁷ Comptent parmi les banques étrangères les «banques en mains étrangères» ainsi que les «filiales de banques étrangères».

Bénéfice global: CHF 10,6 milliards, impôt sur le bénéfice: CHF 1,25 milliard

Par rapport à 2009, les banques en Suisse ont plus que quadruplé leur bénéfice net en 2010 pour le porter à CHF 10,6 milliards au total. Sur les 320 banques, plus de 83% ont réalisé un bénéfice. Le rôle des grandes banques a été déterminant dans cette évolution positive, mais les «autres banques» (+21,2%), les banques cantonales (+10,9%) et les banquiers privés (+8%) ont également enregistré des bénéfices en forte hausse. Sur ces bénéfices, CHF 1,25 milliard d'impôts directs a été versé aux caisses de l'Etat en 2010.

3.2 Evolution en 2011

Pression sur les bénéfices annuels des banques du fait de l'appréciation du franc

L'année 2011 s'est caractérisée jusqu'ici par une appréciation forte et persistante du franc, ce qui pèse sur les bénéfices annuels des banques en Suisse à plusieurs égards. Il en résulte, d'une part, des pertes de change sur la valeur ainsi que sur les produits d'intérêts et de dividendes des positions libellées en devises étrangères et, d'autre part, une baisse du produit des participations dans des filiales étrangères. Or les coûts des banques en Suisse restent libellés pour l'essentiel en francs suisses, ce qui entraîne une dégradation du coefficient d'exploitation.

Activité de négoce timide de la part des clients des banques

Les bourses ont été la proie d'une inquiétude croissante au premier semestre 2011, de sorte que les volumes de transactions ont été plutôt modestes. Au deuxième trimestre en particulier, les bourses suisses ont enregistré une baisse de leurs recettes sur titres. Le ralentissement de l'activité de négoce des clients, dû à une aversion croissante au risque, pourrait se traduire en 2011 par un résultat mitigé des opérations de commissions et prestations de services.

Volume de crédit en hausse, forte concurrence

Le volume de crédit s'est à nouveau inscrit en légère hausse sur les cinq premiers mois de l'année. Attisée par la faiblesse des taux, la concurrence entre les banques continuera de peser sur le résultat des opérations d'intérêts. Combinée avec les effets de change négatifs, c'est bien la baisse des résultats qui pourrait l'emporter en 2011.

4 Opérations au bilan

Pour les banques en Suisse, l'année 2010 a amené avec elle une première hausse des bilans depuis le début de la crise financière, une solidité persistante des opérations de crédit à l'échelon national et la stabilisation du marché interbancaire. Le total consolidé des bilans a progressé de 1,7% à CHF 2714,5 milliards, les banques à vocation nationale affichant les plus fortes hausses. Les grandes banques ont vu le total de leurs bilans augmenter de 2,6% par rapport à 2009. Globalement, l'évolution des opérations de crédit avec des clients suisses a été plus ou moins parallèle à celle de la conjoncture (+2,1% à CHF 898 milliards), portée notamment par les prêts hypothécaires très convoités. Les banques cantonales se sont installées pour la première fois en tête des prêteurs suisses, avec une part de 32,7% dans le volume de crédit national. Enfin, le fort recul des créances et engagements sur le marché interbancaire que l'on avait constaté les années précédentes a connu un coup d'arrêt et l'heure a été à la stabilisation.

4.1 Evolution des bilans

Première hausse du total agrégé des bilans depuis le début de la crise financière

Pour la première fois depuis le début de la crise financière, le total agrégé des bilans de toutes les banques suisses s'est inscrit en hausse de 1,7% à CHF 2714,5 milliards. Comme en 2009, ce sont les banques à vocation nationale qui ont enregistré les plus fortes augmentations (+4,6% en moyenne). Mais les grandes banques ont aussi renoué avec une évolution positive (+2,6%). Les positions suisses ont été les premières à en bénéficier, avec une hausse de 5,2% pour les actifs et de 3% pour les passifs. Le nombre d'établissements sur la place bancaire suisse a diminué de cinq pour s'établir à 320, principalement du fait de rachats.

Tableau 4-1 Total des bilans par groupes de banques, 2009 et 2010

	Nombre d'établiss. 2010	Total des bilans (en milliards de CHF)		Evolution du total des bilans	
		2009	2010	2009	2010
Banques cantonales	24	403,5	421,5	3,7%	4,5%
Grandes banques	2	1444,8	1482,1	-23,4%	2,6%
Banques régionales et caisses d'épargne	69	92,3	96,1	2,6%	4,1%
Banques Raiffeisen	1	139,5	147,2	6,0%	5,5%
Autres banques	179	525,0	496,8	1,1%	-5,4%
<i>dont banques étrangères</i>	<i>122</i>	<i>327,8</i>	<i>312,7</i>	<i>-1,2%</i>	<i>-4,6%</i>
Filiales de banques étrangères	32	23,9	24,9	0,7%	4,3%
Banques privées	13	39,2	45,8	-3,6%	16,8%
Total	320	2668,2	2714,5	-13,4%	1,7%

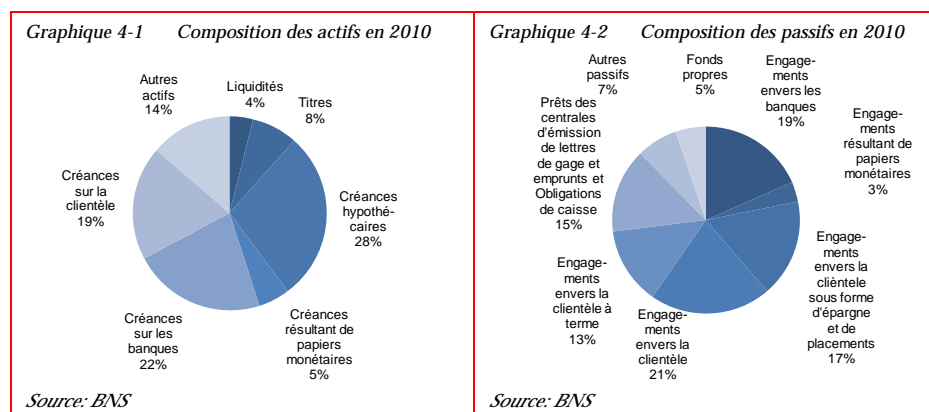
Source: BNS

Actifs: hausse des créances hypothécaires, baisse des créances envers la clientèle

La hausse des actifs en 2010 résulte principalement de l'augmentation des créances hypothécaires (+4,6%). Les crédits hypothécaires, avec une part de 28,3% dans le total des bilans, sont ainsi restés la position active la plus importante des banques en Suisse. Ont également fortement progressé les liquidités (+13,9%, 2009: -27,2%) ainsi que les placements en papiers monétaires suisses (+100%, 2009: +2,1%). Cela résulte pour une bonne part de l'accroissement des avoirs en USD auprès de banques centrales étrangères ainsi que des placements accrus en bons de la BNS⁸. Les créances envers la clientèle en Suisse et à l'étranger se sont inscrites en recul de 5,6% à CHF 517,3 milliards.

Passifs: arbitrages des dépôts de la clientèle

Les engagements envers la clientèle⁹ (principal poste du passif à 65,8% du total des bilans) sont restés à peu près constants (+0,2% à CHF 1785,4 milliards), mais les arbitrages observés depuis le début de la crise se sont poursuivis. Motivés par le niveau des taux d'intérêt, ils sont intervenus au détriment des échéances longues (dépôts à terme (-13,4%) et obligations de caisse (-18,7%)) et en faveur des échéances courtes (dépôts d'épargne et dépôts à vue (+4,7%)).



Stabilisation du marché interbancaire, exposition réduite aux PIIGS

Le marché interbancaire s'est stabilisé en 2010, comme l'indique l'évolution modérée des créances (+0,2%) et des engagements (-1,6%) des banques suisses envers d'autres banques (2009: respectivement -28,2% et -31,9%). En outre, les banques suisses ont réduit d'encre 30%, à CHF 25 milliards, leurs créances envers des débiteurs (privés et publics) domiciliés dans les PIIGS. A fin 2010, celles-ci représentaient 1,8% des créances envers des débiteurs étrangers, ce qui constitue une exposition plutôt faible en comparaison internationale (cf. section 1.3).

⁸ Propres obligations de la BNS servant d'une part à absorber la liquidité injectée dans le système après la crise financière, et visant d'autre part à permettre un pilotage plus souple de la liquidité sur le marché monétaire.

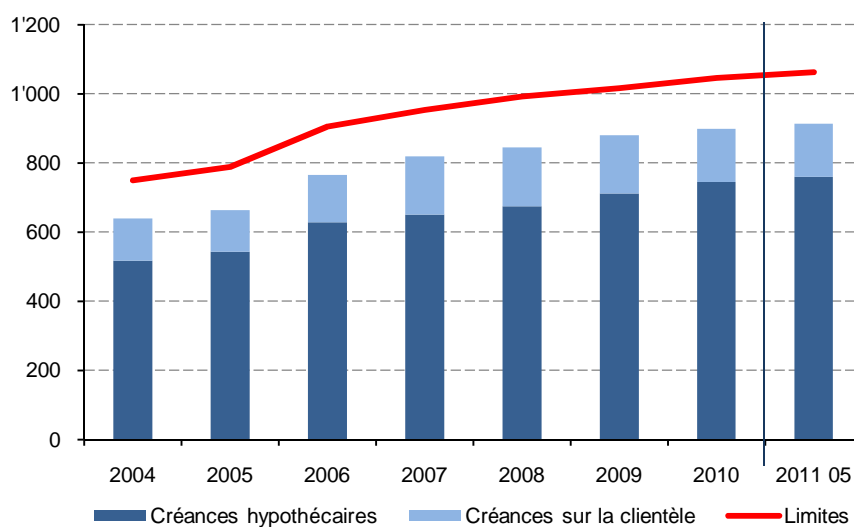
⁹ En font partie les engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placement, les dépôts à vue et à terme, les emprunts, les lettres de gage et les obligations de caisse.

4.2 Opérations de crédit en Suisse

Croissance proportionnelle du volume de crédit utilisé

Les opérations de crédit des banques sont particulièrement importantes pour le développement économique de la Suisse. Les limites de crédit octroyées ont progressé de 2,9% en 2010. Les crédits octroyés ont augmenté au total de 2,1% à plus de CHF 898 milliards. Les limites de crédit (CHF 1045,4 milliards) ont ainsi été utilisées à 85,9%.

Graphique 4-3 Evolution des limites de crédit et des crédits octroyés par types, en milliards de CHF*



* A partir de 2006, les 411 banques Raiffeisen sont prises en compte. Auparavant: 34 banques seulement.

Source: BNS

Volume hypothécaire en hausse...

Les créances hypothécaires, qui ont augmenté de 4,6% en 2010, sont restées la composante principale de la demande de crédit nationale à 83% (cf. tableau 4-2). Cette croissance a été portée en particulier par les entreprises (+6,8%) et le secteur public (+5,8%). Les ménages sont les plus gros consommateurs de crédit (plus de 75% des encours, en hausse de 4%). L'augmentation des créances hypothécaires a été soutenue tout au long de l'année par le niveau très bas des taux d'intérêt ainsi que par la bonne évolution conjoncturelle.

... mais effet modérateur des transferts en termes de risques

A fin 2010, 92,5% des créances hypothécaires suisses appartenaient à la première catégorie de nantissement¹⁰, 5,7% à la deuxième et 1,8% à la troisième. Depuis 1996, on constate un transfert ininterrompu des catégories de rang inférieur vers celle de premier rang. En outre, le mouvement de substitution des hypothèques à taux variable par des hypothèques à taux fixe, observé depuis le début des années 1990, a perduré en 2010. Globalement, à fin 2010, 80,4% du volume hypothécaire suisse était à taux fixe (1996: 42,6%). Ce transfert vers la première catégorie de nantissement et vers les hypothèques à taux fixe réduit les

¹⁰ Les créances hypothécaires sont classées par catégories de nantissement, en fonction de certains seuils définis au regard du pourcentage de la valeur vénale du gage qu'elles représentent (p. ex. en matière immobilière, les créances jusqu'à 2/3 de la valeur vénale font partie de la première catégorie, celles entre 2/3 et 80% de la deuxième catégorie, et celles au-delà de 80% de la troisième catégorie). De manière générale, plus on s'éloigne de la première catégorie, plus les risques de marché augmentent.

risques de marché et la sensibilité aux intérêts, d'où une baisse des risques de défaillance pour les portefeuilles hypothécaires des banques suisses.

Les entreprises moins demandeuses de crédits bancaires

Les autres créances envers la clientèle ont évolué en sens contraire de la tendance haussière générale, enregistrant un recul marqué de 8,8% (2009: -1,1%). Les entreprises notamment, qui étaient les plus demandeuses de crédits bancaires en 2010 à 64,7%, ont réduit leurs encours de 13,7%. Cela peut s'expliquer par la stabilisation des marchés financiers, qui facilite le financement des entreprises sur le marché des capitaux.

Tableau 4-2 Volume de crédit national par secteurs

Volume de crédit*	Total des crédits		Hypothèques		Créances sur la clientèle	
	Fin 2010 (en CHF millions)	Variation par rapport à 2009	Fin 2010 (en CHF millions)	Variation par rapport à 2009	Fin 2010 (en CHF millions)	Variation par rapport à 2009
Ménages	599 084	+3,6%	568 230	+4,0%	30 854	-2,5%
<i>Part en 2010</i>	<i>66,7%</i>		<i>76,3%</i>		<i>20,2%</i>	
Entreprise	259 988	-2,1%	160 963	+6,8%	99 025	-13,7%
<i>Part en 2010</i>	<i>29,0%</i>		<i>21,6%</i>		<i>64,7%</i>	
Secteur public	38 908	+7,6%	15 765	+5,8%	23 144	+8,8%
<i>Part en 2010</i>	<i>4,3%</i>		<i>2,1%</i>		<i>15,1%</i>	
Total	897 980	+2,1%	744 958	+4,6%	153 023	-8,8%

* Crédits utilisés selon la statistique sur l'encours des crédits
Source: BNS

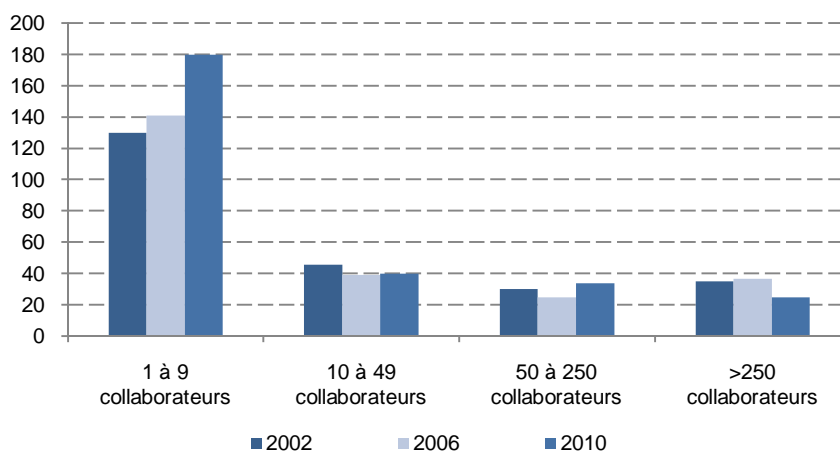
Les PME, premiers emprunteurs

A fin 2010, les petites et moyennes entreprises (PME) comptant jusqu'à 250 collaborateurs détenaient 91,2% du volume de crédit aux entreprises (2006: 84,9%). Par rapport à 2009, la demande de crédit aux entreprises a baissé de 1,7% pour les PME et de 2,1% pour les entreprises plus importantes (plus de 250 collaborateurs).

Les PME les plus petites¹¹ (moins de dix collaborateurs), qui concentraient à fin 2010 plus des deux tiers des crédits aux entreprises, affichent depuis au moins une décennie la plus forte croissance en termes de demande.

¹¹ Selon l'OFS (Recensement des entreprises 2008), les micro-entreprises représentent 87,1% des entreprises suisses.

Graphique 4-4 Volume de crédit selon la taille des entreprises, en milliards de CHF



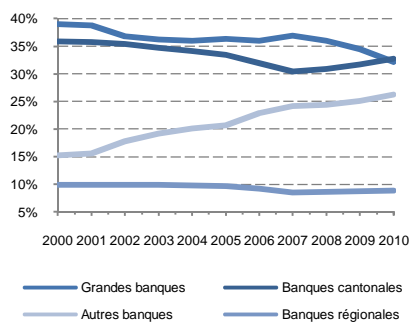
Remarque: y compris crédits à des institutions de financement et de gestion de fortune (p. ex. trusts ou fondations). S'agissant des crédits aux entreprises d'un à neuf collaborateurs, des reclassifications ont entraîné une rupture séquentielle entre 2006 et 2010.

Source: BNS

Les banques cantonales pour la première fois en tête des prestataires de crédit

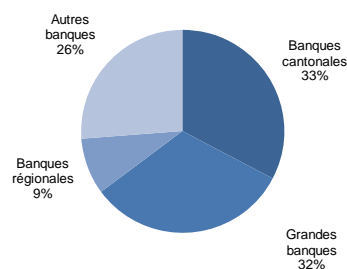
S'agissant des prêteurs, les banques cantonales (+5,4%, quote-part en 2010: 32,7%), les banques régionales (+4,5%, quote-part en 2010: 8,9%) et les autres groupes de banques (+6,9%, quote-part en 2010: 26,2%) ont vu progresser tant leurs volumes de crédit que leurs parts de marché. Les banques cantonales se sont ainsi inscrites en tête des prestataires de crédit à la clientèle suisse pour la première fois en 2010. Le volume de crédit des grandes banques a reculé quant à lui de 4,7%.

Graphique 4-5 Evolution des parts du marché du crédit par groupes de banques



Source: BNS

Graphique 4-6 Parts du marché du crédit par groupes de banques, fin 2010



Source: BNS

Hausse persistante du volume de crédit jusqu'en mai 2011

Au cours des cinq premiers mois de l'année 2011, le volume de crédit national a connu une évolution positive, mais plus mitigée que précédemment. Les crédits octroyés et utilisés ont progressé presque au même rythme (respectivement +1,7% et +1,6%); le recul des créances envers la clientèle s'est ralenti (-0,5%) tandis que les créances hypothécaires s'inscrivaient toujours en hausse (+2,1%).

5 Gestion de fortune

Après une forte reprise en 2009, les portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients ont baissé de 1,2% en 2010, à CHF 4453 milliards. Le contexte boursier ayant été relativement positif en 2010, ce recul s'explique par une plus faible évaluation en francs suisses. Les dépôts fiduciaires sont restés sur la pente descendante amorcée en 2009 en raison du niveau toujours très bas des taux d'intérêt et, à fin 2010, ils s'élevaient à CHF 201,8 milliards. Les taux d'intérêt ont également provoqué des arbitrages au niveau des positions du bilan: les dépôts à terme se sont ainsi inscrits en recul, passant de CHF 417 milliards à CHF 360,8 milliards. Au total, les avoirs sous gestion dans des banques en Suisse s'établissaient fin 2010 à CHF 5473 milliards.

5.1 Avoirs sous gestion en Suisse

Définition: «avoirs sous gestion»

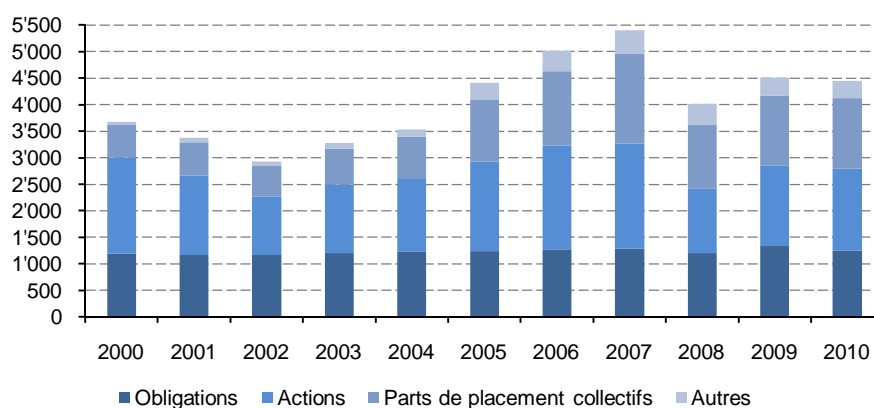
Selon l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA), font partie des avoirs sous gestion les portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients, mais aussi d'autres positions. Aux termes d'une circulaire, les avoirs sous gestion ou avoirs administrés englobent toutes les valeurs de placement dès lors que des prestations de services portant sur des conseils en placement et/ou sur la gestion de fortune sont fournies.¹² Font donc partie des avoirs sous gestion les positions suivantes: portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients, placements fiduciaires, engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements et engagements à terme envers la clientèle.¹³

Léger recul des dépôts de titres

Après une forte croissance en 2009, les dépôts de titres se sont inscrits en recul de 1,2% en 2010, à CHF 4453 milliards. En 2010, les cours de bourse orientés plutôt à la hausse n'ont compensé que partiellement les pertes de change sur les placements en monnaies étrangères. Ce sont principalement les portefeuilles d'obligations et de produits structurés qui ont régressé (respectivement -5,8% et -8,3%).

Montant des portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients: CHF 4453 milliards

Graphique 5-1 Evolution des portefeuilles de titres détenus en dépôt pour le compte de clients par types, en milliards de CHF



Remarque : Situation en fin d'année
Source: BNS

¹² Cf. Circ.-FINMA 2008/2 «Comptabilité - banques».

¹³ Le périmètre déterminant pour la statistique de la BNS concernant les dépôts de titres et les placements fiduciaires englobe les filiales des banques en Suisse, mais pas les succursales étrangères. Les données consolidées sont donc représentatives de la place financière suisse au sens strict. Cela ne vaut pas pour les dépôts de la clientèle inscrits au bilan, pour lesquels les succursales à l'étranger sont prises en compte. Il n'est cependant pas tenu compte de cette différence dans le calcul.

Légère hausse des portefeuilles d'actions...

Les portefeuilles d'actions sont restés proches de leur niveau de 2009, affichant une légère progression de 0,8% en 2010. Les actions constituent toujours la position la plus importante dans les portefeuilles de titres, dont elles représentent 34,6% (CHF 1540 milliards). Leur augmentation a été un peu plus marquée dans les dépôts des clients suisses que dans ceux des clients étrangers (respectivement +1,8% et +0,1%).

... et des placements collectifs de capitaux

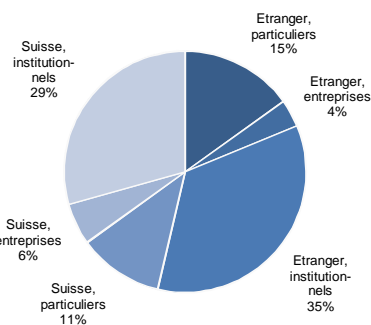
Après avoir enregistré une forte croissance en 2009, la catégorie «Parts de placements collectifs de capitaux» (dont les fonds) a progressé de 1,4% en 2010 à CHF 1327 milliards. La part des placements collectifs de capitaux dans l'ensemble des portefeuilles de titres est restée à peu près stable par rapport à l'année précédente, à 29,8%. La progression des placements collectifs de capitaux (+7,3%) est entièrement le fait des clients suisses. Dans les dépôts des clients étrangers, ces placements se sont en effet inscrits en recul de 4,1%.

Recul des obligations

Les portefeuilles obligataires avaient encore connu une forte hausse en 2009. En 2010 en revanche, ils ont perdu 5,8% et, à 28,2%, ils ne constituent plus en termes de volume que la troisième catégorie de placement détenue en dépôt pour le compte de clients. Les clients privés suisses et étrangers, en particulier, ont réduit leurs dépôts obligataires (respectivement -14,1% et -15,2%). Seuls les investisseurs institutionnels suisses ont accru leurs dépôts obligataires en 2010.

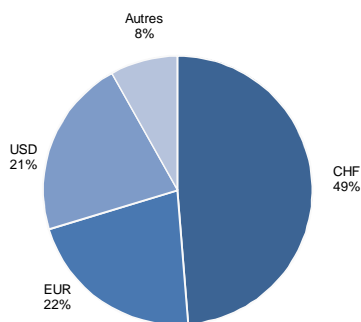
54% des portefeuilles en dépôt détenus par des clients étrangers

Graphique 5-2 Structure des portefeuilles en dépôt par clients, fin 2010



Source: BNS

Graphique 5-3 ... et par monnaies, fin 2010



Source: BNS

En 2010 comme précédemment, les portefeuilles les plus importants étaient détenus par des investisseurs institutionnels, qu'ils soient suisses ou étrangers (respectivement 29% et 35%). Par ailleurs, les particuliers étrangers ont joué un rôle non négligeable avec 15% des portefeuilles. L'euro a perdu de son importance comme monnaie de placement en 2010, de sorte que la part des placements en euros a reculé à 22%, contre 25% en 2009.

Nouveau recul marqué des dépôts fiduciaires¹⁴

Les dépôts fiduciaires gérés par des banques en Suisse ont diminué d'environ 20% en 2010 pour s'établir à CHF 201,8 milliards. Cette réduction résulte principalement du faible niveau des taux d'intérêt ainsi que de l'appréciation du

¹⁴ Les dépôts fiduciaires sont gérés par la banque en son propre nom, mais sur ordre et pour le compte du client et aux risques de ce dernier. Les opérations correspondantes englobent notamment le crédit, le placement ou la prise de participations.

franc suisse. Les dépôts fiduciaires étant investis le plus souvent sur le marché monétaire, le contexte de taux extrêmement bas a fait perdre de leur attrait aux placements fiduciaires, comme cela avait déjà été le cas en 2009.

Ce sont les dépôts fiduciaires en francs suisses et en euros qui ont enregistré les plus fortes baisses. La part de l'euro dans l'ensemble des dépôts est ainsi passée de 33,8% à 28,9% en 2010. Les clients étrangers sont restés les premiers demandeurs de prestations fiduciaires (82% des dépôts fiduciaires sous gestion). En outre, les positions fiduciaires des clients suisses ont connu une plus forte baisse (-23,4%) que celles des clients étrangers (-18,1%).

Encore des arbitrages dans les positions du bilan

En 2010 comme en 2009, les taux d'intérêt ont été à l'origine de quelques arbitrages dans les positions du bilan. Les engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements s'élevaient à fin 2010 à CHF 456,7 milliards, soit une augmentation de 7,2% par rapport à 2009. Ils comprennent en particulier les positions Comptes de libre passage (2^e pilier) et Avoirs de la prévoyance liée (3^e pilier). En raison notamment de la faiblesse persistante des taux d'intérêt, les engagements à terme envers la clientèle (dépôts à terme) se sont inscrits en baisse, passant de CHF 417 milliards à CHF 360,8 milliards. Ces dépôts à terme étaient détenus en majorité par des clients étrangers (70%).

5.2 Evolution des avoirs sous gestion en 2011

Légère augmentation des dépôts de titres

Selon les statistiques mensuelles de la BNS, les dépôts de titres ont enregistré une légère augmentation (+0,4%) sur les cinq premiers mois de l'année. Comme en 2009, les obligations se sont inscrites en baisse (-2,6%). En revanche, on a constaté des hausses en particulier pour les actions (+4,1%) et pour les produits structurés (+2%). Cette évolution résulte notamment de la légère remontée des bourses: le Swiss Performance Index a ainsi progressé de 4% entre janvier et mai 2011.

Tendance négative maintenue pour les dépôts fiduciaires

Les dépôts fiduciaires gérés par des banques sont restés sur la tendance des deux dernières années et ont baissé de 7% sur les cinq premiers mois de l'année. Seule une hausse du niveau des taux d'intérêt leur permettra de retrouver leur attrait.

Les dépôts à terme ont continué de réduire fortement de janvier à mai 2011 (-8,9%), tandis que les engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements gagnaient 2,7%.

6 Emploi dans les banques en Suisse

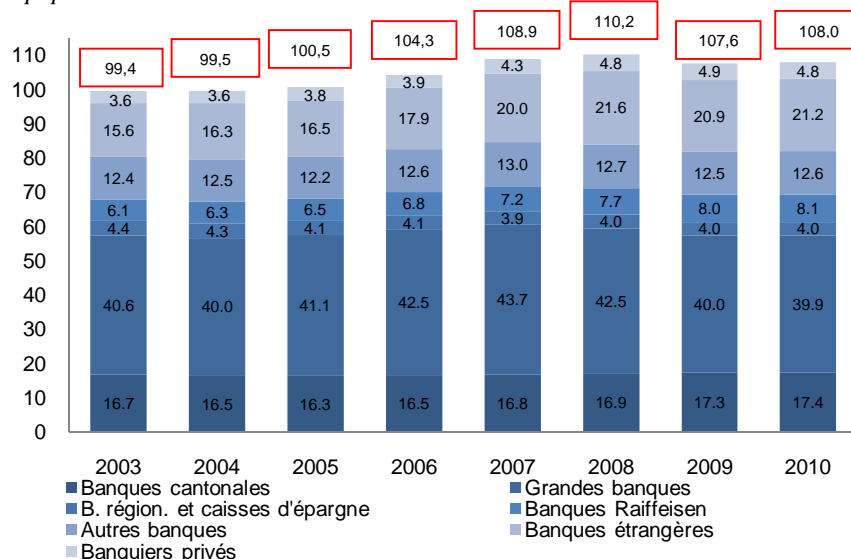
Après le recul de l'emploi enregistré en 2009 consécutivement à la crise financière, les banques en Suisse ont à nouveau embauché en 2010. L'emploi bancaire dans notre pays a progressé de 0,4% à 108 000 collaborateurs¹⁵. Ce léger mieux a été constaté dans tous les groupes de banques, à l'exception des grandes banques et des banquiers privés (-0,3% dans les deux cas). Les banques étrangères ont créé 302 nouveaux postes en équivalents temps plein, ce qui représente la plus forte hausse (+1,7%). L'évolution positive sur le front de l'emploi résulte principalement de la progression de l'emploi féminin (+1,9%), l'emploi masculin ayant reculé de 0,4%. Les femmes représentent ainsi 37,2% du personnel bancaire en Suisse. Selon une enquête de l'ASB sur l'emploi réalisée en juillet 2011, les effectifs pourraient s'accroître de 0,4% au premier semestre 2011. Pour le second semestre, les banques en Suisse tablent sur une stagnation des effectifs, avec des évolutions contrastées selon les domaines d'activité.

6.1 Evolution de l'emploi en 2010

Légère hausse de l'emploi en 2010

A fin 2010, les banques suisses employaient en Suisse quelque 108 000 collaborateurs, soit près de 3,2% de la main d'œuvre nationale. Cela représente par rapport à 2009 une augmentation de 0,4%, soit 454 postes en équivalents temps plein, et confirme les résultats de l'enquête sur l'emploi évoqués dans le dernier baromètre bancaire. Dans les filiales à l'étranger¹⁶, les banques suisses ont même accru leurs effectifs de 7,9% à 24 013 collaborateurs¹⁷, soit 1751 nouveaux postes. A fin 2010, le secteur bancaire dans son ensemble, c'est-à-dire les banques mais aussi, notamment, les gérants de fortune indépendants et les négociants en valeurs mobilières, employait 141 900 collaborateurs.

Graphique 6-1 Effectifs des banques suisses (en Suisse), fin d'année, en milliers d'équivalents temps plein



Source: BNS

¹⁵ En équivalents temps plein.

¹⁶ Ce chiffre ne comprend pas les effectifs des filiales de banques suisses, soit 80 036 collaborateurs en équivalents temps plein en 2009.

¹⁷ En équivalents temps plein.

Nouvelles embauches notamment dans les banques étrangères

Pratiquement tous les groupes de banques en Suisse ont augmenté le nombre de leurs collaborateurs en 2010. Seuls les banquiers privés (-16, soit -0,3%) et les grandes banques (-140, soit -0,3%) ont enregistré un léger recul. Les banques étrangères sont arrivées en tête des créations de postes avec 302 collaborateurs supplémentaires (+1,7%). Les banques cantonales et les banques Raiffeisen n'ont certes pas pu maintenir la forte croissance de l'emploi enregistrée ces dernières années, mais ont néanmoins accru leurs effectifs de respectivement 0,7% (+128 postes) et 0,9% (+69 postes).

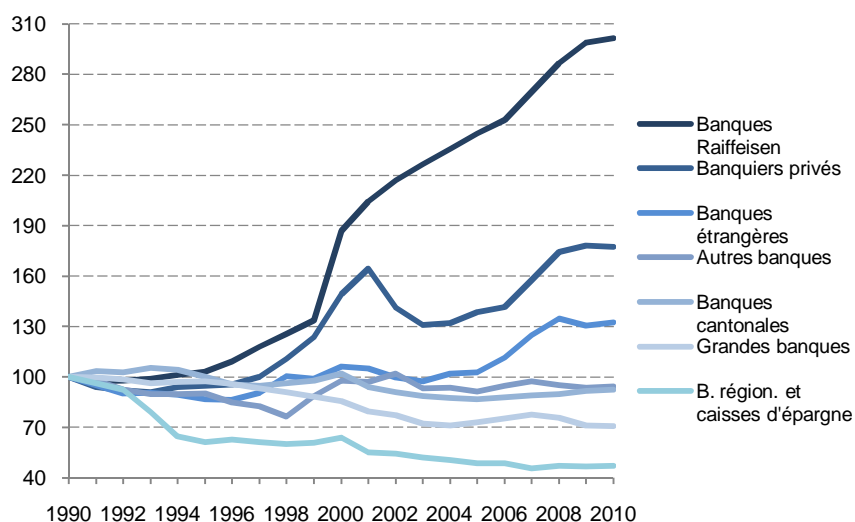
Emploi féminin en hausse

La part des femmes dans les effectifs des banques en Suisse a progressé en 2010, à 37,2%. La hausse de l'emploi global observée en 2010 résulte en effet principalement des embauches féminines (+737 postes, soit +1,9%), car les effectifs masculins se sont inscrits en recul de 0,4% (-282 postes).

Les grandes banques toujours premiers employeurs, mais en diminution

Parmi les banques en Suisse, les grandes banques sont restées le principal employeur à 36,9% des effectifs, mais leur part a continué de se réduire (maximum en 1996: 50%). En revanche, la part des banques étrangères (19,7%) et des banques Raiffeisen (7,5%) dans l'emploi global poursuit sa progression. Une évolution modérée de l'emploi a permis aux banques cantonales (16,1%), aux autres banques (11,6%), aux banquiers privés (4,5%) et aux banques régionales (3,7%) de conserver une part stable.

Graphique 6-2 Evolution de l'emploi dans les groupes de banques, 1990-2010 (1990=100)



Source: BNS

6.2 Enquête sur l'emploi dans les banques suisses en 2011

Légère augmentation de l'emploi au premier semestre 2011

L'enquête annuelle de l'ASB sur l'emploi dans les banques suisses indique une légère hausse des effectifs au premier semestre 2011. Entre le 31 décembre 2010 et le 30 juin 2011, les banques ont accru de 410 (+0,4%) le nombre de postes en équivalents temps plein en Suisse. Cette augmentation nette résulte d'un différentiel positif entre 4443 arrivées et 4033 départs.

Tableau 6-1 Effectifs¹⁸ en Suisse

En équivalents temps plein	État au 31 déc. 2010	État au 30 juin 2011	Évolution au 1 ^{er} semestre 2011			
			Entrées	Sorties	Net	en %
<i>Suisse</i>	<i>96 530</i>	<i>96 940</i>	<i>4 443</i>	<i>4 033</i>	<i>+410</i>	<i>+0,4%</i>

Remarque: 264⁹ réponses

Source: Enquête ASB

Stagnation au deuxième semestre 2011

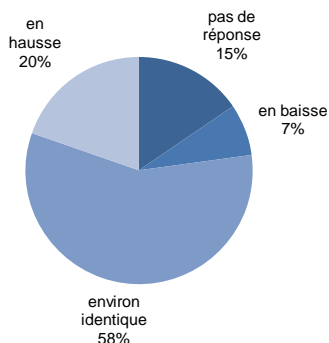
Selon l'enquête réalisée en juillet 2011, environ un cinquième des banques anticipent des effectifs en hausse au second semestre 2011, tandis que 7% tablent sur des effectifs en baisse d'ici à la fin de l'année. Parmi les 20% de banques qui comptent renforcer leur personnel figurent en particulier les petits et très petits établissements de tous les groupes de banques. Les moyennes et grandes banques, en revanche, prévoient le plus souvent une évolution stable de leurs effectifs. Sachant que la majorité des banques interrogées (58%) anticipent un niveau d'emploi stable, c'est la stagnation qui devrait prédominer au second semestre 2011. Mais les récentes turbulences sur les marchés financiers, parfois d'une ampleur inattendue, laissent présager en matière d'emploi des décisions différentes de celles annoncées dans le cadre de l'enquête.²⁰

¹⁸ L'enquête de l'ASB révèle des effectifs inférieurs à fin 2010 que les statistiques de la BNS (cf. «Les banques en Suisse»). Cet écart s'explique notamment par le moindre taux de réponse à cette enquête, ainsi que par la différence de date au moment de l'enquête. La pertinence des données sur l'évolution de l'emploi au premier semestre 2011 n'en demeure pas moins intacte.

¹⁹ Cette enquête a été effectuée en juillet 2011 auprès de 311 établissements bancaires en Suisse. Le taux de réponse concernant les effectifs ainsi que les entrées et sorties a été de 84,9%, de sorte que ces résultats peuvent être considérés comme représentatifs. S'agissant de l'enquête sur l'évolution de l'emploi au second semestre par domaines d'activité, le taux de réponse n'a été que de 26% à 34%. On dispose ainsi d'un éclairage sur les banques ayant répondu, mais on ne saurait en tirer de conclusions générales.

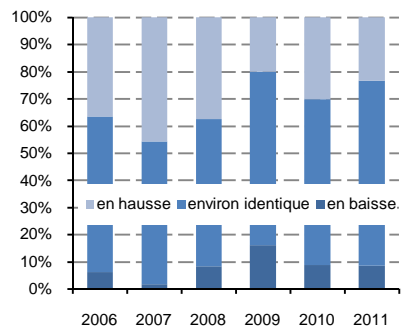
²⁰ S'agissant de l'enquête sur les tendances de l'emploi, il convient de noter d'une manière générale que les prévisions des banques en Suisse pour le second semestre 2011 ont fortement perdu en fiabilité en raison des récentes turbulences sur les marchés financiers. Cela pourrait expliquer aussi le taux de réponse relativement bas à l'enquête sur les évolutions attendues dans les différents domaines d'activité.

Graphique 6-3 Tendances de l'emploi d'ici à fin 2011



Source: Enquête ASB

Graphique 6-4 Tendances de l'emploi pour la période 2006-2011



Remarque: En pour-cent de l'ensemble des réponses à l'enquête sur l'évolution de l'emploi au second semestre 2011

Source: Enquête ASB

Evolution contrastée de l'emploi selon les domaines d'activité

Les banques en Suisse anticipent une évolution contrastée de l'emploi selon les domaines d'activité. S'agissant du Retail Banking et du Private Banking, les banques ayant répondu à l'enquête tablent sur une légère hausse des effectifs au second semestre 2011: une sur cinq dans le Retail Banking, et une sur quatre dans le Private Banking, déclarent vouloir embaucher. En revanche, la tendance est à la stagnation de l'emploi dans le négoce et dans le domaine Clientèle institutionnelle. Quant au domaine Logistique et Operations²¹, il devrait enregistrer une légère baisse.

Tableau 6-2 Tendances de l'emploi au second semestre 2011, par domaines d'activité

Total	Retail Banking	Private Banking	Clientèle institutionnelle	Négoce	Logistique et Operations
èi	èi	èi	èi	è	èf

Remarque: selon les domaines, le nombre de réponse fluctue entre 81 et 107.

Les tendances sont définies au regard des réponses pondérées du nombre de collaborateurs.

Source: Enquête ASB

²¹ Le point commun à l'ensemble des domaines d'activité est que les banques qui ont répondu anticipent majoritairement une stagnation de l'emploi au deuxième semestre 2011. La tendance résulte en conséquence du poids relatif des établissements ayant répondu «en hausse» ou «en baisse».

Bibliographie

Banque des règlements internationaux (BRI) - Committee on the Global Financial System

«The impact of sovereign credit risk on bank funding conditions», juillet 2011

Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA)

«Circulaire 2008/2 Comptabilité – banques», mars 2011

Commission européenne

«Prévisions économiques européennes», mai 2011

Fonds monétaire international (FMI)

«Perspectives de l'économie mondiale – mise à jour», juin 2011

Banque nationale suisse (BNS)

«Les banques en Suisse 2010»

«Bulletin mensuel de statistiques économiques», juillet 2011

«Bulletin mensuel de statistiques bancaires», juillet 2011

• Association suisse des banquiers
Aeschenplatz 7
Case postale 4182
CH-4002 Bâle
T +41 61 295 93 93
F +41 61 272 53 82
office@sba.ch
www.swissbanking.org